

# Jik An Bout

Journal en ligne des Comités Populaires. Responsable de publication : Jean ABAUL  
Contact : 0696 41 41 32 | Chemin Vimbert - Lotissement La Haut - 97215 Rivière-Salée. | [cncpmartinique@gmail.com](mailto:cncpmartinique@gmail.com)



N° 233 – 25 SEPTEMBRE 2025

## EDITORIAL

### OUI ! IL EST POSSIBLE DE METTRE FIN AUX SOUFFRANCES QUI NOUS DETRUISENT !



C'est quoi ce monde dans lequel on travaille comme un bourreau pour, au bout du compte, être étranglé par des factures abusives et des impôts, sans pouvoir se loger et nourrir sa famille, pendant que les ultrariches, défiscalisés, mettent des diamants au cou de leurs caniches.

C'est quoi ce monde où l'absence de solution à laquelle sont confrontés les masses conduit tant de personnes au désespoir et à la démence, à l'autodestruction des toxicomanies ou du suicide.

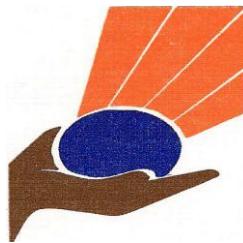
C'est quoi ce monde où des millions de femmes vivent dans l'angoisse d'être agressées moralement et physiquement à chaque coin de rue et dans leur propre foyer.

C'est quoi ce monde dans lequel les Peuples sont soumis au fascisme, aux agressions militaires, au viol de leur souveraineté, à des génocides barbares sous l'œil complice des institutions internationales.

Eh bien non ! Nous ne pouvons pas accepter que cela continue ! Nous déclarons que toutes les souffrances que nous subissons individuellement ou collectivement résultent de situations que nous pouvons changer et qu'elles sont entretenues par un système que nous devons combattre.

*Lire la suite en page 2*

### LE BILLET DU CNCP



### APPEL AUX PEUPLES DE LA CARAÏBE DE L'A.P.C.

*A lire en page 5*

### FOK SAV SA



### ACCIDENT SUR LE PORT DE FORT DE FRANCE

*A lire en page 9*

### MEMOIRE DES PEUPLES



### CIA : 70 ANS DE COUPS D'ÉTATS

*A lire en page 10*

# EDITORIAL

## Suite ... OUI ! IL EST POSSIBLE DE METTRE FIN AUX SOUFFRANCES QUI NOUS DETRUISENT !

La terre dispose de richesses suffisantes pour loger et nourrir 10 fois plus des habitants qu'elle compte. Les technologies créées par les humains permettraient de se préparer efficacement à affronter tous les fléaux qui déciment les populations<sup>\*1</sup>. Mais le système barbare qui organise et impose la domination d'une minorité de privilégiés sur les Peuples l'interdit. Il est directement responsable de toutes les souffrances que nous subissons : En l'éradiquant, l'Humanité pourra s'arracher à celles-ci.



*Comment est-ce possible pour un être humain de s'en sortir s'il se sent seul dans la tourmente et incapable de se relever ?*

Les profiteurs du système, culpabilisant les « losers » dans leurs médias, sont parvenus à persuader les victimes que si elles échouent dans la vie, c'est de leur faute parce qu'« incapables d'être économiquement compétitives », trop laides ou trop faibles pour espérer devenir Miss, vedette du sport et de la chanson, parce qu'handicapés, appartenant à une race, à un sexe, à une nation, inférieurs. Ce monde où les nantis somment tous les laissés-pour-compte de supporter la souffrance puisque que, de toute façon, disent-ils, « L'homme est un loup pour l'homme ! »

Et que le seul endroit où ils peuvent espérer connaître le bonheur c'est ... au Paradis (après leur mort !).

La vérité, les sciences humaines l'ont déjà largement démontrée, c'est que le mal être et la plupart des souffrances psychologiques affectant ces personnes, sont causées par les multiples déceptions et les chocs subis dans leur parcours de vie, aggravées par les agressions venant de la société qui les entourent. Comprendre que les facteurs provoquant les traumatismes, le mal-être et les souffrances viennent principalement de l'extérieur de soi, est précisément la première condition nécessaire pour qu'une personne s'engage dans le chemin de sa délivrance. S'inspirer de l'exemple de ceux et celles qui ont réussi à « sortir » peut aider à le faire<sup>\*2</sup>.

Il ne faut pas se faire d'illusions : le travail personnel de « guérison » reste toujours un parcours difficile. D'autant plus que certains qui, au fond d'eux-mêmes, souhaiteraient que cessent leur souffrance, s'enferment dans le déni et développent des mécanismes inconscients d'auto-défense par peur de reprendre contact avec le monde<sup>\*3</sup>.

Accepter de se remettre en cause exige de gros efforts, mais c'est un chemin indispensable si l'on veut vaincre le mal-être. Ce qui est sûr, c'est que la démarche est plus facile quand on accepte de se faire accompagner. Autour de soi, il y a des proches de confiance qui sont assurément capables de le faire. On peut aussi compter sur des structures dans lesquelles des professionnels peuvent guider efficacement les personnes en souffrance<sup>\*4</sup>.



***C'est en nous appuyant sur l'action solidaire de notre Peuple que nous pourrons combattre le mal-être social et créer les conditions d'un mieux vivre pour tous***

- Nos communautés ancestrales cultivaient l'harmonie entre les êtres humains et l'environnement, privilégiaient l'intérêt du groupe sur celui de l'individu. Tout cela a été ravagé par la bourgeoisie occidentale et le système prédateur qu'elle a imposé au monde.

- Notre Peuple souffre encore des séquelles du traumatisme de l'esclavagisation et de la domination coloniale. La société solidaire que sa résistance lui avait permis de construire, permettait de maintenir malgré tout une certaine harmonie et limitait les dérèglements psychiques. Mais aujourd'hui, cette base solidaire est profondément minée par les attaques du système. La stabilité originelle de la communauté laisse place à la généralisation des conflits, à un profond mal-être causé par l'impossibilité de vivre dignement dans un contexte où les valeurs morales et le respect humain sont piétinés, la violence et la bestialisation des comportements encouragés par des médias torchons.

Cependant, aussi vrai que nos ancêtres esclavagisés ont pu développer avec succès une solide culture de résistance dans tous les domaines, nous sommes tout à fait capables de porter aujourd'hui des réponses valables pour sauver notre communauté ! Cela nous invite à nous engager, tant que possible, dans les associations ou les organisations politiques qui développent des alternatives conséquentes, sinon, tout simplement, à participer aux actions solidaires<sup>\*5</sup>.

Nous avons déjà compris que nous ne devons attendre aucune amélioration de la situation venant du pouvoir colonial. Au contraire, le système dominant étant complètement déliquescent toutes les difficultés et le mal-être qui en découlent iront en s'aggravant. C'est à nous de « prendre la main » pour résoudre nos problèmes. Pour l'émancipation de notre Peuple, nous pouvons et nous devons nous engager massivement dans une campagne s'appuyant sur nos familles, nos associations, nos syndicats et les organisations politiques conséquentes pour ressouder notre communauté sur des bases valables.

Énormément de choses positives se font déjà dans notre pays qui vont dans cette bonne direction.

Les médias du système n'en parlent pas, choisissant d'alimenter l'anxiété, le sentiment d'insécurité et le mal-être afin de justifier l'entreprise de contrôle totalitaire de la société menée par leurs donneurs d'ordre. Le moindre fait divers scabreux est instrumentalisé pour diaboliser abusivement des quartiers entiers ou des couches de la population. Des clichés racistes, machistes et xénophobes sont propagés pour cacher la responsabilité du système dans le développement des dérives sociétales<sup>\*6</sup>. Des commentateurs pseudo-scientifiques, déblatèrent sur des données statistiques abstraites sans jamais exposer les causes essentielles des phénomènes.

Nous devons donc aller plus vite et plus loin, pour reprendre progressivement le contrôle de notre vie. Nous devons continuer à généraliser et à mutualiser toutes les pratiques alternatives en nous ancrant dans les traditions populaires positives, construire des pôles de référence dans les domaines de l'éducation de l'action culturelle et des médias libres et socialement utiles. Bien sûr, tant que nous serons opprimés par un pouvoir colonial, nous ne disposerons pas des instruments nécessaires pour porter les solutions définitives aux problèmes<sup>\*7</sup>, mais il nous est tout à fait possible de résister aujourd'hui et de contribuer à la diminution des souffrances qui détruisent notre communauté.

***Notre objectif doit être que tous se débarrassent des grilles de lecture erronées :***

D'abord réalisons que si le mal-être généralisé est révélé à tous à travers les réseaux sociaux, il est loin d'être nouveau. Aujourd'hui, il est attisé par les médias qui font des scoops tapageurs d'incidents isolés afin de gonfler leur audimat et leurs profits. Mais il existe aussi dans notre communauté de larges couches de notre Peuple qui maintiennent des relations saines et développent des pratiques solidaires pouvant servir de base à la lutte contre le mal-être et pour le mieux-vivre.

Notre tâche principale est de vulgariser les explications scientifiques nécessaires à la compréhension des phénomènes : Chacun doit être conscient des impacts sur le psychisme de l'aliénation liée à la domination coloniale, à la destruction identitaire, au racisme systémique et au « Syndrome de Lynch » qui l'accompagnent.



Pour atteindre notre objectif, il nous semble indispensable de multiplier les Bokantaj contribuant à une meilleure connaissance des comportements humains, à l'échange d'expérience sur les rapports adulte-enfant, Homme-femme, etc. (Pourquoi pas des échanges autour du présent article ?)



Sortie conviviale annuelle du CNCP

### **Sortir définitivement du « YO » pour parler du « NOU ».**

Les personnes qui sont en souffrance psychique, ce sont **NOS** proches. Les familles qui sont déchirées sont **LES NÔTRES** à tous. C'est à **NOUS** de ressouder les liens. Les jeunes que le système jette dans le désespoir et la délinquance, ce sont **NOS** enfants. C'est à **NOUS** de les protéger, de les éduquer et de les resocialiser au sein de **NOTRE** communauté. Le Pays qui est dominé et « dépotcholé » c'est **LE NÔTRE**. C'est **NOUS** qui devons le libérer !

Pour contribuer à la construction d'un monde nouveau, plus équitable, préservant l'environnement et l'intérêt des générations futures, nous avons le devoir impérial de penser l'avenir, de mettre en œuvre une stratégie globale réfléchie et visionnaire, de nous battre pour éradiquer le système impérialiste occidental dominant ; mais :

**Faire la Révolution c'est surtout contribuer concrètement à l'émancipation de chaque individu et de l'ensemble de la communauté humaine dans le présent !**

**C'est, en tout cas, à cette tâche que se vouent nos Comités Populaires. Nous invitons tous ceux et toutes celles qui partagent nos analyses et nos orientations à les rejoindre pour mettre celles-ci en œuvre.**

**N.B. Dans la deuxième partie de cet article, nous parlerons des possibilités d'amender les comportements individuels et d'humaniser les relations sociales pour changer le monde.**

<sup>\*1</sup> Quelques chiffres pour en témoigner : 1,1 milliard de personnes souffrent de pauvreté dans le monde. Parmi elles, 412 millions d'enfants en situation d'extrême pauvreté. 138 millions de ceux-ci sont contraints de travailler, dont 54 millions dans des conditions dangereuses (chiffres de 2024). Les 1% les plus riches ont capté 63% des richesses produites pendant que la moitié la plus pauvre de l'humanité n'en gagne que 8 %. 250.000 femmes et jeunes filles violées dans le monde, plus de 85.000 assassinées en 2023 (une toutes les 10 minutes !). Ce sont 727.000 personnes qui se suicident en un an (2021)

<sup>\*2</sup> L'exemple de l'extraordinaire capacité du Peuple Haïtien à conserver sa dignité et à se battre pour continuer à vivre, en dépit de toutes les terribles épreuves qu'il n'a cessé d'affronter, devrait être source d'inspiration pour chacun et pour tous.

<sup>\*3</sup> C'est le cas du parieur compulsif ou du toxicomane qui affirme agir librement et être capable de s'arrêter quand il le voudra.

<sup>\*4</sup> A cet égard, il faut indiquer que la grande majorité des travailleurs sociaux sont qualifiés et se battent pour accompagner aux mieux ceux qui en ont besoin. Cependant, les politiques ultralibérales de restriction budgétaire et de sabotage des Services Publics rendent de plus en plus problématiques l'accomplissement de leur mission.

<sup>\*5</sup> Prenons garde, toutefois, à ne pas servir de faire valoir, ni à des coups de communication politique, ni à des opérations qui servent de couverture à des entreprises commerciales qui cherchent à se donner bonne figure pour mieux gruger la clientèle.

<sup>\*6</sup> Citons l'exemple de l'odieux dénigrement des «femmes seules» accusées de tous les maux dont celui de pas savoir s'occuper de leurs enfants propos qui, de fait, vient dédouaner le système qui les précarise économiquement et psychologiquement tout en les livrant aux abus de la domination machiste.

<sup>\*7</sup> Remanier fondamentalement le contenu de l'enseignement de façon à ce qu'il contribue à la connaissance de notre environnement et de l'histoire de notre Peuple, à l'éducation aux valeurs de respect humain, d'équité et de solidarité, utiliser les médias comme outils d'éducation allant dans ce même sens, adopter des lois qui imposent le respect d'une véritable justice sociale, un développement économique permettant le mieux vivre pour tous, tout cela ne peut être possible qu'en disposant d'un pouvoir politique réel et en accédant à l'indépendance et à la souveraineté.

### **PAWOL FONDOK**

*« Si tu parles à quelqu'un et qu'il ne t'écoute pas, tais-toi, écoute-le, et tu sauras peut-être pourquoi il ne t'écoute pas. »*

Proverbe africain



# LE BILLET DU CNCP



## APPEL AUX PEUPLES DES CARAÏBES DE L'A.P.C.

*Jik An Bout partage avec vous la déclaration publiée par le Comité Exécutif Régional de l'APC (Assemblée des Peuples de la Caraïbe). Cette déclaration signée par 500 personnes (représentants d'organisations caribéennes, artistes, écrivains, etc.), a été adressée aux institutions internationales et aux médias. Chacun peut la soutenir en la signant en cliquant sur le lien qui y est indiqué.*



Camille Chalmers



Elsa Sanchez



David Abdulah

*Les trois représentants du Comité exécutif de l'APC qui ont animé la conférence de presse de présentation.*

## NOUS DEVONS RESTER FERMES : LES CARAÏBES DOIVENT RESTER UNE ZONE DE PAIX ! NON A L'INTERVENTION DES ÉTATS-UNIS.

### L'Assemblée du peuple des Caraïbes :

• Consciente de l'histoire des interventions coloniales et impériales des États-Unis dans les Caraïbes et en Amérique latine, qui ont notamment pris la forme d'invasions militaires, de coups d'État, d'assassinats, de blocus commerciaux, financiers et économiques illégaux et illégitimes, d'ingérences politiques visant à créer l'instabilité et le chaos afin de provoquer des changements de régime, et d'autres formes de menaces, d'intimidations et de pressions

économiques, politiques et diplomatiques ;

• Précisant qu'il y a eu des interventions militaires et des occupations dans certains pays (certains à plusieurs reprises), notamment au Guatemala, en Haïti, en République dominicaine, à Cuba, au Chili et à Grenade, ainsi que l'organisation ou le parrainage et/ou le soutien de coups d'État au Chili, en Bolivie, en République dominicaine, en Haïti, au Honduras, au Venezuela, au Brésil et en Argentine, et l'encouragement de guerres civiles au Salvador et au Nicaragua ;

• Conscients que les États-Unis sont une puissance coloniale qui refuse au peuple portoricain le droit à l'autodétermination ;

• Rappelant le rôle joué par les États-Unis dans la déstabilisation de gouvernements démocratiquement élus afin de créer les conditions propices à l'instauration d'un gouvernement favorable à leurs intérêts, comme cela s'est produit en Jamaïque à la fin des années 1970 ;

• Conscients du blocus illégal, illégitime et criminel imposé unilatéralement par les États-Unis à Cuba, soutenu par tous les pays



sauf deux (les États-Unis et Israël), et de la crise humanitaire que cela a provoquée pour le peuple cubain, blocus qui s'est intensifié lorsque les États-Unis ont unilatéralement inscrit Cuba, sans la moindre preuve, sur la liste des pays qui soutiennent le terrorisme ; et du fait que les États-Unis utilisent leur puissance impériale pour sanctionner et bloquer unilatéralement le Venezuela et le Nicaragua ; et à un moment donné, pour imposer illégalement un blocus naval au Nicaragua ;

- Comprenant que les États-Unis agissent dans cet hémisphère sur la base de la doctrine Monroe discréditée, vieille de plus de 200 ans, que les gouvernements américains successifs ont utilisée pour justifier leurs interventions en alléguant qu'elles répondaient aux « intérêts nationaux (de sécurité) des États-Unis », sans tenir compte ni respecter le droit international, la Charte des Nations unies et les principes établis des relations internationales, tels que la non-ingérence dans les affaires intérieures d'un autre pays et le respect de la souveraineté des États ;

- Conscients de l'importance des processus d'intégration régionale et de l'unité des petits États pour faire face au pouvoir et à l'agenda de la puissance impériale ;

- Analysant le contexte mondial dans lequel : les accords conclus après la Seconde Guerre mondiale touchent à leur fin et/ou se sont effondrés ; le système capitaliste néolibéral a échoué et est en crise ;

les États-Unis ne sont plus la seule puissance hégémonique, car nous sommes passés à un ordre multipolaire avec l'essor d'organismes tels que les BRICS + et une plus grande appréciation de la part des pays du Sud pour participer à de nouveaux accords économiques et commerciaux (Sud-Sud) ;

- Conscients de la montée du néofascisme et de la suprématie blanche dans les pays du Nord, qui cherchent à maintenir leur domination et leur contrôle colonial et impérial historique sur le Sud et, au niveau interne, à réprimer la dissidence et à revenir sur les acquis obtenus après de dures luttes menées par des mouvements sociaux tels que ceux des droits civiques et, plus tard, Black Lives Matter ; les femmes ; syndicats, jeunes et étudiants, justice climatique et solidarité internationale (Palestine, anti-apartheid) ;

- Conscients que l'hégémonie impérialiste des États-Unis et l'échec de l'ordre capitaliste néolibéral, ainsi que le contrôle de l'État américain par le néofascisme, constituent une grave menace pour l'humanité et pour la paix et le bien-être de la majorité des peuples du monde, en particulier dans les Caraïbes et en Amérique latine ;

- Considérant le soutien apporté par le gouvernement des États-Unis à plusieurs coups d'État violents contre le processus démocratique en Haïti, notamment en septembre 1991 et février 2004.

- Le coup d'État contre le système électoral en 2010 visant à imposer un candidat qui n'avait pas été élu par la population. Les multiples initiatives visant à déstabiliser et à détruire les capacités de l'État, qui ont abouti à la situation dramatique actuelle caractérisée par le recours aux gangs et au crime organisé pour créer un chaos permanent qui détruit le pays, l'espoir et l'avenir de la population haïtienne.

- Informés des manifestations les plus récentes de l'agenda impérialiste américain d'une doctrine Monroe renforcée : le déploiement d'importantes ressources militaires dans le sud des Caraïbes ; les menaces de changement de régime au Venezuela et les tentatives précédentes pour y parvenir ; l'intensification du blocus contre Cuba ; et les sanctions contre les ministres du gouvernement de la CARICOM pour la participation de leurs pays aux Brigades médicales cubaines.

- Alerte face à la possibilité d'une intervention militaire directe au Venezuela et conscients que nous, peuples des Caraïbes, avons la responsabilité d'entreprendre des actions collectives indépendantes et distinctes de celles de nos gouvernements ; et ayant constaté que de telles interventions militaires et changements de régime dans d'autres pays tels que l'Irak, la Syrie et la Libye ont entraîné l'affaiblissement ou la destruction des institutions de l'État, créant ainsi un climat de chaos propice



aux activités criminelles des mafias, sans compter les pertes humaines massives et la destruction des infrastructures.

#### NOUS DÉCLARONS QUE :

- Les Caraïbes sont et doivent rester une zone de paix, une position qui a été adoptée par : la Communauté des Caraïbes (CARICOM) ; la Communauté des États latino-américains et caraïbes (CELAC) ; l'Association des États des Caraïbes (AEC) ;
- La souveraineté des États nationaux de notre région n'est pas et ne doit pas être à vendre ;
- L'unité et l'intégration régionales sont cruciales pour notre développement et notre survie dans le contexte d'un ordre mondial en mutation et, par conséquent, NOUS APPELONS les chefs de gouvernement de la CARICOM à se réunir d'urgence sur cette situation émergente et à adopter une position unifiée contre ce déploiement militaire unilatéral des États-Unis ;
- Nous réaffirmons que les Caraïbes sont une zone de paix et condamnons l'action des États-Unis qui sanctionnent des fonctionnaires des États membres pour avoir collaboré avec les Brigades médicales cubaines, en nous appuyant sur tous les principes des relations internationales et conformément aux lois et normes internationales et à la Charte des Nations Unies.
- Nous dénonçons la soi-disant création par les États-Unis d'une « coalition internationale contre le

trafic de drogue », car elle est le germe d'une alliance d'une minorité d'États de cet hémisphère qui servira à créer un semblant de légalité sous l'égide de l'OEA pour intervenir au Venezuela, comme cela a été tenté – sans succès – par le biais du soi-disant « Groupe de Lima ».

- Ce faisant, nous EXHORTONS également les gouvernements de Trinité-et-Tobago et du Guyana à retirer leurs déclarations, qui nuisent à l'unité régionale, sont irrespectueuses envers les autres États membres de la CARICOM et contraires aux objectifs de la CARICOM d'agir sur la base de positions communes en matière de politique étrangère ; et APPELLENT EN OUTRE ces gouvernements à ne pas permettre aux États-Unis d'utiliser leur territoire comme base militaire pour attaquer un État souverain, en l'occurrence le Venezuela ;

- Le discours des États-Unis et de certains de leurs représentants selon lequel ce déploiement militaire vise à mettre fin au trafic de drogue et à lutter contre les soi-disant narcoterroristes est faux, car la nature des moyens militaires est purement offensive, c'est-à-dire qu'ils sont conçus et organisés pour attaquer les moyens militaires d'un autre État, envahir un autre pays et entrer en guerre avec les forces armées d'un autre État ; et que ce déploiement militaire n'a rien à voir avec la lutte contre le trafic de drogue dans les Caraïbes par les organismes chargés de l'application de la loi, tels que les

garde-côtes des États-Unis et des États des Caraïbes ;

- Nous dénonçons les exécutions extrajudiciaires que les États-Unis ont déclaré avoir menées contre « 11 trafiquants de drogue présumés » et insistons sur le fait que la lutte contre le trafic de drogue, d'êtres humains et d'armes doit passer par l'interdiction et la procédure judiciaire, les criminels devant être jugés devant les tribunaux et condamnés sur la base des preuves saisies. et nous déplorons les déclarations selon lesquelles « ils devraient tous être tués violemment », car elles sont contraires à l'État de droit et peuvent nous entraîner sur une pente glissante qui consiste à donner à l'État le droit de tuer arbitrairement.

- La désignation par les États-Unis, sans fournir la moindre preuve, du président du Venezuela comme chef d'un gang de narcotrafiquants s'inscrit dans le cadre d'une opération bien connue visant à discréditer et à délégitimer un dirigeant, un pays ou une organisation qui va faire l'objet de mesures punitives (changement de régime, assassinat, coup d'État) ; comme cela s'est produit, par exemple, avec les mensonges sur les armes de destruction massive utilisés comme prétexte pour envahir l'Irak.

- Les États-Unis n'ont pas l'autorité morale pour parler de trafic de drogue alors qu'ils se sont précisément livrés à cette activité pour financer les violentes guerres civiles au Salvador et au Nicaragua dans les années 1980, qui ont causé



la mort de dizaines de milliers de personnes, entre autres activités bien documentées ; ils n'ont pas non plus l'autorité morale pour parler de paix alors qu'ils sont complices du génocide des Palestiniens aujourd'hui et de nombreux autres crimes contre l'humanité commis au fil des ans.

- La souveraineté de la République bolivarienne du Venezuela doit être respectée et, par conséquent, nous nous OPPOSONS à toute intervention militaire des États-Unis ou de tout autre État au Venezuela.
- La Révolution cubaine, qui a accompli tant d'actes de solidarité conformément à ses principes de défense de l'humanité, est un État membre très apprécié des Caraïbes, et les États-Unis doit mettre fin à leur blocus odieux,

illégal, illégitime et criminel contre Cuba et retirer ce pays de la liste dite des pays qui soutiennent le terrorisme.

- La communauté internationale, y compris l'ONU, doit veiller à ce que l'utilisation de mercenaires en Haïti cesse.

#### APPEL :

- À nos sœurs et frères caribéens, y compris ceux qui vivent dans la diaspora, et à tous les mouvements sociaux progressistes et sensés, aux organisations de la société civile, aux créatifs, aux universitaires et autres, ainsi qu'aux partis et organisations politiques et aux organisations solidaires, de se joindre à cette déclaration en défense de notre souveraineté, contre l'agression américaine et le

déploiement militaire dans notre région ; et pour que les Caraïbes restent une zone de paix.

**SI VOUS ÊTES D'ACCORD AVEC CETTE DÉCLARATION**  
Signez-la en cliquant sur le lien ci-dessous.

<https://docs.google.com/forms/d/12-ej84es9PcwIexhCyG4lNMiaigDoHO7a-W2EXCCKjI/edit>

Et rejoignez-nous pour une journée d'action collective qui sera annoncée prochainement.

**Pour l'Assemblée des peuples des Caraïbes, le Comité exécutif régional :**

David Abdullah, Trinidad & Tobago ; Hilda Guerrero, Porto Rico ; David Denny, Barbade ; Capítulo cubano de APC, Cuba ; Camille Chalmers, Haïti ; Claudette Etnel, Suriname ; Robert Saé, Martinique ; Pedro Franco, République Dominicaine.



#### SUGGESTION DE LECTURE

- \* <https://www.mondialisation.ca/> De la société permissive de consommation à la société répressive et belliciste de sacrifice Par Dominique Muselet
- \* <https://www.cadtm.org/> Le système Bolloré : quand l'empire médiatique protège l'empire néocolonial par Jeanne Schuster



## UN PORTIQUE S'EST ECROULE : QUELLE LEÇON EN TIRER ?



Ces portiques ont été fabriqué à Shanghai par un consortium franco-chinois. L'opération, financée à hauteur de 50 % par la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM), pour un coût total de 38 millions d'euros était censée « améliorer la compétitivité du port et accompagner la montée en puissance des flux maritimes, notamment sous l'impulsion de CMA-CGM. » Ils seraient, en effet « capables de traiter de très gros bateaux ! ».

**Cet accident nous donne l'opportunité de réitérer deux questions :**

**1)** Qui tire vraiment profit des investissements faramineux qui permettent au port de Fort-de-France d'être « l'un des plus

performants d'Europe » (sic) ?

**2)** Notre pays doit-il encore espérer un véritable développement en restant prisonnier du modèle qui lui est imposé ?

A la première question nous répondons clairement, que le Peuple Martiniquais ne tire aucun profit de ces infrastructures. La théorie économique du «ruissellement», n'est qu'une anarque visant à justifier l'accaparement des richesses par une poignée de profiteurs. Dans le cas présent, il s'agit, d'une part, de l'Union Européenne qui se dote des outils nécessaires au maintien de sa part de *rapping* sur l'économie mondiale et, d'autre part, la caste dominante béké qui est

*Un accident spectaculaire s'est produit le 18 septembre dernier sur « Le Grand port de Fort-de-France ». L'un des deux portiques de nouvelle génération récemment installé, s'est tout simplement écroulé. Heureusement, il n'y a eu que deux blessés légers. Mais on imagine le choc subi par tous les dockers présents.*

partie intégrante du système prédateur.

A la deuxième question, nous répondons que, partout dans le monde, le constat a déjà été fait que le système capitaliste, les politiques ultralibérales et les « grands projets inutiles » qu'il impose, la mainmise des multinationales sur les institutions internationales et sur les États ont les mêmes résultats : accroissement des inégalités, pauvreté, crises économiques à répétition, destruction de l'environnement, etc.

**Dénonçons donc et combattons ce modèle mortifère et que le système s'écroule comme le portique !**



## CIA : 70 ANS DE COUPS D'ÉTAT

*Aujourd'hui, les impérialistes États-Uniens, aux abois, ne s'embarrassent plus de faux-semblants pour violer la souveraineté des pays tiers et les agresser militairement, mais cela a toujours été leur pratique.*

*L'article ci-dessous émane du Consortium News de Jeremy Kusmarov. Il a été traduit par « Les Crises » (Espace d'Autodéfense Intellectuelle). Dans l'actuel contexte international, il mérite d'être largement diffusé. (Source : <https://www.les-crises.fr/>)*



*L'autre « 11 septembre » : Le coup d'État de la CIA et l'assassinat de Salvador ALLENDE au CHILI.*

«Lors de son audition d'intronisation en février, le dernier directeur en date de la CIA, William J. Burns, a poursuivi la longue tradition de l'Agence consistant à mettre en avant la menace que représentent la Russie et la Chine, ainsi que la Corée du Nord, et a déclaré que l'Iran ne devrait pas être autorisé à se doter de l'arme nucléaire. Le nouveau livre de Vijay Prashad, *Washington Bullets : A History of the CIA, Coups, and Assassinations*, détaille comment les menaces étrangères fabriquées ont historiquement été utilisées par l'Agence pour mener une guerre contre le tiers-monde – afin

d'étendre la domination des entreprises américaines.

Dans sa préface, Evo Morales Ayma, l'ancien président de la Bolivie qui a été déposé lors d'un coup d'État soutenu par les États-Unis en 2019, écrit que le livre de Prashad est consacré aux « balles qui ont assassiné les processus démocratiques, qui ont assassiné les révoltes et qui ont assassiné l'espoir.» Prashad est un éminent analyste politique, auteur d'importantes études sur les interventions impériales, le capitalisme d'entreprise et les mouvements politiques du tiers-monde.

Son dernier livre synthétise la richesse de ses connaissances. On y trouve des révélations personnelles d'anciens agents

de la CIA, comme feu Charles Cogan, chef de la division Proche-Orient et Asie du Sud au sein de la direction des opérations de la CIA (1979-1984), qui a confié à Prashad qu'en Afghanistan, la CIA avait « dès le départ financé les pires individus et ce, bien avant la révolution iranienne et bien avant l'invasion soviétique. »

Washington Bullets commence au Guatemala avec le coup d'État de 1954 qui a renversé Jacobo Arbenz, dont le programme modéré de réforme agraire menaçait les intérêts de la United Fruit Company.

Le cabinet d'avocats du secrétaire d'État américain John Foster Dulles, Sullivan & Cromwell, avait représenté la



United Fruit, et Dulles et son frère, Allen, le chef de la CIA (1953-1961), étaient de gros actionnaires. L'ancien directeur de la CIA Walter Bedell Smith est devenu président de la United Fruit après la destitution d'Arbenz, et la secrétaire personnelle du président Dwight Eisenhower, Ann Whitman, était l'épouse du directeur de la publicité de la United Fruit, Edmund Whitman. Après le coup d'État, le successeur d'Arbenz, Castillo Armas, a déclaré que « s'il est nécessaire de transformer le pays en cimetière afin de le pacifier, je n'hésiterai pas à le faire. » La CIA a contribué à ce bain de sang en fournissant à Armas des listes de communistes et en lui faisant cadeau de son protocole d'assassinat.

Ce protocole a ensuite été appliqué dans des opérations dirigées contre des nationalistes du tiers-monde tels que Patrice Lumumba au Congo (1961), Mehdi Ben Barka au Maroc (1965), Che Guevara (1967) et Thomas Sankara au Burkina Faso (1987).

Sankara aurait été tué dans le cadre d'un complot mené en étroite coordination entre un agent de la CIA à l'ambassade des États-Unis au Burkina Faso et les services secrets français, le SDECE.

Selon Prashad, si « beaucoup des balles des assassins ont été tirées par des gens qui avaient leurs propres intérêts de clochers, des rivalités dérisoires et des gains insignifiants, le plus souvent, il s'agissait de balles signées Washington. »

Leur principal objectif, dit-il, était de « freiner le raz-de-marée

qui déferlait depuis la Révolution d'octobre 1917 et les nombreuses vagues qui ont balayé le monde pour former le mouvement anticolonialiste.» Prashad, comme ces commentaires l'indiquent, enracine les crimes de la CIA dans l'histoire plus vaste du colonialisme et de l'hostilité des élites capitalistes mondiales vis à vis de l'émancipation de la classe ouvrière engendrée par la révolution russe.

L'impérialisme, nous rappelle-t-il, est la tentative de « soumettre les gens pour maximiser le vol des ressources, du travail et des richesses.» Les cibles des balles de Washington, à leur tour, ont été ceux qui, comme Sankara et bien d'autres, ont essayé d'affirmer la souveraineté

économique de leur nation.

Le modèle du comportement de la CIA a été établi au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, lorsqu'elle a soutenu des factions politiques qui en Europe avaient collaboré avec les nazis contre les communistes, qui eux avaient mené la résistance contre le nazisme. Le travail de l'Agence, comme l'écrit Prashad, a contribué à « ramener à la vie le cadavre du bloc politique réactionnaire européen. »

Au Japon, cela a signifié la création d'un nouveau parti (le Parti libéral démocrate – LDP) pour vaincre les socialistes, parti qui a absorbé de vieux fascistes (Ichiro Hatoyama et Nobusuke Kishi) et développé des liens durables avec les

grandes entreprises et le crime organisé (Yoshio Kodama).

En 1953, la CIA a réussi à renverser le Premier ministre démocratiquement élu d'Iran, Mohammed Mossadegh, qui avait entrepris de nationaliser l'industrie pétrolière du pays.

De 1960 à 1965, l'agence a tenté d'assassiner le leader révolutionnaire cubain Fidel Castro à au moins huit reprises en envoyant des gangsters de la mafia qui ont tenté d'utiliser des pilules empoisonnées, des stylos empoisonnés, un cigare empoisonné, un scaphandre contenant de la tuberculose, de la toxine botulique et d'autres poudres bactériennes mortelles. Au total, il y a eu 638 tentatives d'assassinat – toutes ont échoué.



La CIA a également orchestré un coup d'État au Sud-Vietnam en 1963 contre les frères Diem lorsque ceux-ci ont cherché à se rapprocher du Front de libération nationale (FLN), un parti de gauche.

Un autre coup d'État a été perpétré contre le gouvernement socialiste indonésien d'Achmed Sukarno, dont l'éviction en 1965 a déclenché un bain de sang anticomuniste. Le coup d'État indonésien de 1965 – comme ses prédécesseurs au Guatemala et en Iran et celui qui l'a suivi au Chili – a suivi un modus

operandi comportant neuf étapes différentes :

1. Faire pression sur l'opinion publique
2. Nommer l'homme idoine sur le terrain
3. S'assurer que les généraux sont prêts
4. Faire hurler l'économie [référence à l'ordre donné par Nixon à la CIA concernant le Chili « Make the economy scream » voulant dire ainsi » faire tout ce qui est en notre pouvoir pour condamner le Chili et les Chiliens au plus grand dénuement et à la pauvreté. », NdT]
5. Isoler diplomatiquement
6. Organiser des manifestations de masse
7. Donner le feu vert
8. Assassiner
9. Tout nier

## Détruire la souveraineté économique

Perfectionnées et affinées au fil des ans, presque toutes ces étapes ont été appliquées tout récemment lors du coup d'État de Maidan en 2014 en Ukraine, et du coup d'État de la droite contre Evo Morales en Bolivie en 2019.

Le mémorandum qui décrit l'organisation par la CIA de la déposition du président Jacobo Árbenz en juin 1954 par les paramilitaires. (US Central Intelligence Agency Domaine publicEn ce qui concerne l'économie, Prashad a mis au jour une étude de la CIA datant du début des années 1950 sur la manière de mettre en péril

l'industrie du café au Guatemala afin de saper le gouvernement d'Árbenz.

Il s'agissait d'un précurseur de la campagne mieux connue de l'administration Nixon visant à « faire hurler l'économie du Chili » après que les Chiliens aient eu l'audace d'écrire un socialiste, Salvador Allende, qui a nationalisé l'industrie du cuivre (cette industrie a été contrôlée par deux sociétés américaines, Kennecott et Anaconda, qui ont fait pression en faveur d'un coup d'État).

Le chef de la station de la CIA au moment du coup d'État de 1973 au Chili, qui a porté au pouvoir le général fasciste Augusto Pinochet, était Henry Hecksher. Il avait travaillé sous couverture comme acheteur de café au Guatemala au moment du coup d'État d'Árbenz et avait soudoyé le colonel Hernán Monzon Aguirre qui devint le chef de la junte qui remplaça Árbenz. Après avoir obtenu une promotion, Hecksher a continué à diriger les opérations de subversion de la CIA au Laos et en Indonésie à la fin des années 1950 et au début des années 1960, avant de diriger un projet contre la révolution cubaine au Mexique. Hecksher était le pendant de sinistres personnages tels que Lincoln Gordon – un anticommuniste impitoyable qui a contribué à orchestrer le coup d'État de 1964 au Brésil –, Marshall Green, qui a aidé à déclencher le coup d'État de 1965 en Indonésie, ainsi que l'agent de la CIA Kermit Roosevelt et l'agent du département d'État Loy Henderson, qui ont

contribué à faire aboutir le coup d'État contre Mossadegh.

L'ambassade des États-Unis a joué un rôle si direct dans les coups d'État dans un si grand nombre de pays qu'une blague populaire pendant la Guerre froide avait cours : « Pourquoi n'y a-t-il jamais de coup d'État aux États-Unis ? Parce que là bas, il n'y a pas d'ambassade américaine. »

L'une des astuces du métier consistait à recruter des militants syndicaux capables de débusquer les communistes pour s'en débarrasser et d'organiser des grèves contre les gouvernements de gauche afin de faciliter leur chute.

« Tout était acceptable, écrit Prashad, pour saper la lutte des classes, tant en Europe que dans les États qui se libéraient de la domination coloniale. »

L'attention portée par Prashad aux divisions de classe offre un antidote rafraîchissant aux histoires libérales de la CIA – comme le livre de Tim Weiner, *Legacy of Ashes* – qui présentent de bonnes informations mais ne parviennent pas à analyser ce qui a motivé l'activité dévoyée de l'Agence.

## D'anciens nazis comme alliés

Prashad écrit : « Que ce soit au Guatemala ou en Indonésie, ou par le programme Phoenix (ou Chien dich Phung Hong) de 1967 au Sud-Vietnam, le gouvernement américain et ses alliés ont incité les oligarques locaux et leurs amis des forces armées à décimer complètement la gauche. »



En Amérique du Sud, l'opération Condor menée par la CIA a tué environ 100 000 personnes et en a emprisonné environ un demi-million.

La CIA s'est associée à d'anciens tortionnaires nazis comme Klaus Barbie, agent de renseignement du général Hugo Banzer, président de la Bolivie de 1971 à 1978, et personnage clé de Condor. De nombreuses victimes de Condor étaient des partisans de la théologie de la libération, qui cherchait à appliquer l'évangile chrétien pour soutenir des causes de justice sociale.

La CIA a contribué à tuer le progrès en Afrique en soutenant des actions tels que le coup d'État du colonel Gafar Nimiery au Soudan en 1971, qui a déposé le major communiste Hashem al-Atta et entraîné l'exécution du fondateur du parti communiste soudanais, Abdel Khaliq Mahjub.

Lorsqu'un projet du tiers-monde a émergé dans les années 1970 pour faire avancer l'idée d'un Nouvel ordre économique international (NOEI) s'appuyant sur le principe du nationalisme économique, Washington s'est efforcé de saper son avancement en délégitimant l'Assemblée générale des Nations Unies, qui avait approuvé le NOEI en 1974.

C'est à cette époque que les États-Unis ont commencé à faire pression sur le Fonds monétaire international (FMI) afin de lier les prêts à des programmes d'ajustement structurel qui réduisaient les services publics et profitait aux multinationales.

Au XXI<sup>e</sup> siècle, Washington a effrontément utilisé les sanctions pour tenter de saper les gouvernements qui se rebellent. Il a également contribué à fabriquer [ou exploiter] des scandales de

corruption, comme ceux qui ont fait tomber les gauchistes Lula et Dilma Rousseff au Brésil, dont les politiques avaient permis à près de 30 millions de Brésiliens de sortir de la pauvreté. (...)

Dans le paysage politique actuel, de plus en plus autoritaire, les critiques contre la CIA sont rares. De nombreux libéraux ont cru à la désinformation de la CIA concernant la Russie – en particulier lorsque Donald Trump a été accusé d'être un agent russe – et portent aux nues un président, Barack Obama, qui était un grand partisan de l'agence.

Le livre de Prashad est particulièrement important à ce titre. On peut espérer qu'il provoquera la réémergence d'un mouvement visant à abolir la CIA et ses ramifications comme la National Endowment for Democracy (NED), ce qui n'a que trop tardé.»

### A voir sur la chaîne YouTube

*CNCP Jikanbout*

\* « *L'I.A, belle image et perversité* »

<https://youtu.be/dI7ghcLFA80?si=CRiC9rmkwPSRl5rN>

\* « *Pour déjouer les provocations qui sabotent les luttes populaires.* »

<https://youtu.be/35Al829FXeE?si=Bd8tMj3hkgVOsIRT>

**UNE INFORMATION ALTERNATIVE  
& UNE MUSIQUE DE QUALITE**



*Lien*

[https://www.radioline.co/fr/radios/jikanbouttv\\_radio](https://www.radioline.co/fr/radios/jikanbouttv_radio)

<https://jikanbouttv.com>

&  
**FM 94.9**



**CONTACTS:**

[cncpmartinique@gmail.com](mailto:cncpmartinique@gmail.com)

0696 41 41 32 / 0696 25 28 78 / 0696 33 26 32.

★★★

*Journal offert par le Conseil National des Comités Populaires (CNCP)*

